



PARTIE I. LES DIFFÉRENTES APPROCHES DE L'ÉCONOMIE.

Sommaire

Intro : À propos des définitions.

- I** Ceux qui mettent l'accent sur les richesses sans être cependant d'accord ni sur la nature des richesses ni sur leur origine. Aristote, Smith, Say, Marx, Walras.
- II** Ceux qui mettent l'accent sur les comportements individuels plutôt que sur les groupes sociaux ou le fonctionnement d'ensemble de l'économie. Robbins et tous les auteurs néoclassiques en général.
- III** L'éco est elle une science ?

CHAPITRE I. COMMENT L'ACTIVITE ET LA SCIENCE ECONOMIQUES SE DETACHENT DE LA MORALE ET DE LA POLITIQUE.

- I** L'économie soumise aux lois de la morale et de la politique
- II** Les changements économiques, sociaux et culturels entre le 16^e s et le 18^e s.
- III** L'activité éco et la science éco se détachent du politique et de la morale.

CHAPITRE II. LES AUTEURS CLASSIQUES.

Intro : Les auteurs : Smith, Ricardo, Malthus, Say, Stuart Mill.

- I** Le libéralisme d'A. Smith (Recherches sur..... 1776)
- II** L'optimisme des classiques mais aussi leurs inquiétudes.

CHAP III LES AUTEURS NÉO-CLASSIQUES.

- I.** Les auteurs et les différences d'avec les classiques.
- II** Les agents économiques se comportant rationnellement, il est possible d'atteindre un équilibre général à condition que soient remplies un certain nombre de conditions.

CHAP IV. L'ANALYSE MARXISTE.

- I** La production et la circulation marchandes.
- II.** La production capitaliste.
- III** Les contradictions de la production capitaliste.

CHAP V. LA PENSÉE ÉCONOMIQUE DE KEYNES.

- I** La méthode.
- II** La critique des moyens proposés par les auteurs classiques pour lutter contre le chômage.
- III** Le raisonnement de Keynes.

CHAP VI. LES INSUFFISANCES D'UNE PENSÉE PUREMENT ÉCONOMIQUE.

- I Ces approches ne sont pas entièrement nouvelles....
- II Ces mêmes idées, plus élaborées, se retrouvent aujourd'hui dans des courants de pensée que l'on qualifie de « socio-économie »...
- III Nombreux économistes s'intéressent à la notion de justice en économie de marché et remettent en cause l'optimum de Pareto...
- IV L'école de la régulation.

PARTIE I. LES DIFFERENTES APPROCHES DE L'ÉCONOMIE.

INTRO : À PROPOS DES DÉFINITIONS.

Tous les économistes ne se représentent pas le champ de l'économie de la même façon.

I Ceux qui mettent l'accent sur les richesses sans être cependant d'accord ni sur la nature des richesses ni sur leur origine. Aristote, Smith, Say, Marx, Walras.

A LES AUTEURS. (Voir p.1 du dossier)

- Say (début du 19^è) et les 3 aspects : production, distribution et consommation ; Marx (milieu du 19^è) : production et échange.

B MANIÈRES DIFFÉRENTES DE DÉFINIR LA RICHESSE.

- Pour Aristote (4^è s avant JC), ressources nécessaires à la vie.

- Smith (fin du 18^è) : seules richesses matérielles donc produits de l'agriculture et de l'industrie. Idem pour Marx avec un peu plus de nuances (prise en compte du commerce et des transports nécessaires pour amener marchandises à ceux qui les utilisent).

Say tient compte, quant à lui, des richesses matérielles et immatérielles tout comme Walras (fin du 19^è)

C D'OÙ VIENT LA RICHESSE ?

- Pour Smith et Marx, du travail humain.

- Pour Walras et Say, la richesse est mesurée par un prix qui dépend de la rareté et de l'utilité.

II Ceux qui mettent l'accent sur les comportements individuels plutôt que sur les groupes sociaux ou le fonctionnement d'ensemble de l'économie. Robbins et tous les auteurs néoclassiques en général.

A LE COMPORTEMENT RATIONNEL DE L'AGENT ÉCONOMIQUE : il mesure l'avantage qu'il peut tirer d'un acte éco et les inconvénients qui peuvent en résulter et il agit lorsque les avantages sont supérieurs aux inconvénients.

B LES PROBLÈMES SOULEVÉS PAR CETTE DÉFINITION :

Le passage de la microéconomie (comportements individuels) à la macroéconomie, développée notamment par Keynes (années 1930). Ce qui est rationnel pour un individu ne l'est pas forcément pour l'ensemble de la société. Ex de la baisse des salaires par un employeur qui veut embaucher et le résultat global sur l'économie : baisse de la consommation, de la production et de l'emploi.

La macroéconomie étudie le fonctionnement global de l'économie. Au lieu de s'intéresser au comportement d'un consommateur, on s'intéressera à la fonction de consommation dans l'ensemble de l'économie (voir Keynes).

III L'éco est elle une science ?

Pour Marx, EXISTENCE DE LOIS dont loi de baisse tendancielle du taux de profit. Pour Walras et néoclassiques, lois également et possibilité d'utiliser les mathématiques.

Cependant, si pour Marx, CHAQUE PÉRIODE HISTORIQUE a ses lois propres, pour les néoclassiques, les lois économiques sont immuables ou encore naturelles.

L'ÉCO EST UNE SCIENCE SOCIALE : il faut tenir compte de l'ensemble de l'environnement social quand on raisonne en éco et notamment des anticipations.
(Voit test fait en cours).



CHAPITRE I. COMMENT L'ACTIVITE ET LA SCIENCE ECONOMIQUES SE DETACHENT DE LA MORALE ET DE LA POLITIQUE.

I L'économie soumise aux lois de la morale et de la politique

A. ARISTOTE (4^{ème} siècle avant JC) : Seule est morale l'activité économique qui consiste à assurer la subsistance parce qu'il s'agit d'une activité naturelle et limitée. En revanche, commerce et prêt d'argent immoraux car pas de limites et donc pas naturels. Pour St Thomas (13^{ème}), il faut nuancer ce propos car si l'intention du commerçant ou du prêteur est bonne, alors activité peut être bonne. Il y a toujours référence à la morale.

B. LA SOUMISSION AU POLITIQUE : l'activité éco doit être mise au service de la puissance du roi et de la nation : les mercantilistes au 17^{ème}. Nécessité d'accumuler métaux précieux grâce à exportations assurées par manufactures placées sous autorité du roi.

II Les changements économiques, sociaux et culturels entre le 16^e s et le 18^e s.

Le développement des échanges et de l'économie de marché et le développement du capitalisme (entreprises faisant travailler des salariés dans l'industrie essentiellement) assurent UNE CROISSANCE DE L'ACTIVITÉ ÉCO.

MONTÉE DE L'INDIVIDUALISME (que l'on peut faire remonter au christianisme) et de la RATIONALITÉ avec mise en place d'une comptabilité rationnelle seule capable de permettre de savoir si réalisation ou non de bénéfices.

III L'activité éco et la science éco se détachent du politique et de la morale.

A. LE DÉTACHEMENT D'AVEC LA MORALE. Début du 18^{ème} la Fable des abeilles (Vices privés, bénéfices publics) de Mandeville, la ruche étant la représentation de la société : abeilles vicieuses, chacune pour elle, et prospérité de la ruche ; elles décident de devenir vertueuses mais alors la ruche périlite.

Leçon à en tirer : si chaque individu recherche son intérêt personnel, il peut en résulter un enrichissement pour la société.

B. LE DÉTACHEMENT DU POLITIQUE. La volonté que l'individu se livre librement aux activités éco : les Physiocrates dont Quesnay avec Tableau éco en 1758 : seul le travail agricole est productif puisque don gratuit de la terre. La liberté et le respect de la propriété sont considérés comme conditions nécessaires pour que se réalise le potentiel d'ordre qui existe dans la société.



CHAPITRE II. LES AUTEURS CLASSIQUES.

Intro : Les auteurs : Smith, Ricardo, Malthus, Say, Stuart Mill.

I Le libéralisme d'A. Smith (Recherches sur..... 1776)

A L'IMPORTANCE DE LA RECHERCHE DE L'INTÉRÊT PERSONNEL ET DES ÉCHANGES. (Voir Doc).

Eco de marché : nécessité d'un revenu pour survivre et donc production dans le but d'obtenir un revenu qui permettra d'acheter d'autres produits.

B LA RECHERCHE DE L'INTÉRÊT PERSONNEL ET LE BIEN PUBLIC. (Doc).

Ici il est question de l'investissement (I) de capitaux pour acheter machines (capitalisme) et recherche de profit. L'investissement, pour être rentable, doit être fait par particuliers donc propriété privée. Si chacun recherche le plus grand profit possible, alors bonheur public.

I privés + propriété privée + liberté des échanges = libéralisme éco.

C'est par le biais de la « main invisible » (marché, providence, hasard) qui guide les échanges que les intérêts privés confluent vers bonheur public.

C CEPENDANT INTERVENTION NÉCESSAIRE DE L'ETAT.

- Etat régalien ou Etat gendarme.

- Education car recherche de l'intérêt privé conduit à abrutissement des travailleurs auquel l'Etat peut remédier avec éducation dont une partie des frais à la charge des familles.

- Infrastructures car construction privée de celles-ci nécessiterait mise en place de péages et donc entraves à la liberté de circulation.

- L'État doit intervenir d'une manière générale pour permettre circulation libre et propriété privée.

D LA VALEUR D'USAGE, LA VALEUR D'ÉCHANGE DES MARCHANDISES ET SA TRADUCTION SUR LE MARCHÉ PAR LE PRIX.

Si la valeur d'échange dépend de la quantité de travail, le prix, lui, dépend du jeu de l'offre et de la demande sur le marché.

L'offre (O) vient des entreprises qui réunissent machines et travailleurs pour la production de marchandises.

La demande (D) peut venir des consommateurs (biens de consommation), des entreprises (matières premières et machines) ou de l'étranger.

- Quand $O > D$ d'une marchandise, son prix baisse. Il en résulte une hausse de la D (davantage d'acheteurs) et une baisse de O (moins de vendeurs) de telle sorte que O redevienne égale à D et équilibre de l'O et D obtenu par la baisse des prix.

- Quand $O < D$, le prix du produit monte ; il en résulte une baisse de D et une hausse de O si bien que $O = D$ et équilibre.

- Les variations de prix sur le marché jouent un rôle fondamental pour assurer équilibre.

Le prix de la marchandise peut varier mais il varie toujours autour de la valeur si bien qu'en moyenne la valeur d'échange correspond au prix de la marchandise.

II L'optimisme des classiques mais aussi leurs inquiétudes.

A. OPTIMISME DES CLASSIQUES : les vertus de la concurrence qui permet d'innover, de lutter contre le passé, de produire plus, d'améliorer les produits et d'obtenir les meilleurs prix.

L'épargne (S) qui représente la partie du revenu des entrepreneurs qui n'est pas consommée donne lieu à I (ou accumulation du K) qui permet de disposer de machines qui permettent d'obtenir une division du travail ou spécialisation des travailleurs et d'augmenter leur rendement (ou productivité du travail). Chaque travailleur produisant davantage, il en résulte une hausse de la production, cette hausse étant la croissance économique.

Smith conscient de l'injustice du système (travailleurs dominés et abrutis) mais considère qu'il est efficace.

B. OPTIMISME AVEC LOI DES DÉBOUCHÉS DE SAY.(doc)

Chaque produit s'échange, en définitive, contre d'autres produits parce que celui qui vend un produit et obtient de l'argent ne veut pas garder cet argent (l'argent n'est pas thésaurisé) et donc achète des produits fabriqués par d'autres. Ceux-ci, à leur tour, avec l'argent ainsi gagné, vont acheter d'autres produits. Il n'y a donc pas de risques de surproduction généralisée et donc, il n'y aura pas de licenciements et pas de chômage. Tout ceci ne se vérifie que si est respectée la concurrence et notamment si l'Etat n'intervient pas dans les échanges.

La monnaie est neutre pour l'économie ; elle ne sert qu'à faciliter les échanges et peut être considérée comme un « voile ».

Il peut y avoir surproduction d'un produit ($O > D$) mais, dans ce cas, il y a forcément une production insuffisante dans une autre branche. Pour que l'équilibre ($O = D$) se rétablisse, il faut laisser jouer la concurrence : dans la branche où $O > D$, baisse des prix, baisse de la production, départ de certains travailleurs et de certains capitaux qui vont se diriger vers les branches où $O < D$; ici va se produire une hausse du prix donc une hausse de la production qui va nécessiter l'embauche de nouveaux travailleurs et l'usage de nouveaux capitaux ; ceux-ci sont disponibles en provenance des branches où $O > D$ et donc tous les travailleurs et tous les capitaux peuvent être utilisés. Cela suppose mobilité complète des travailleurs et des capitaux. Il ne peut y avoir de surproduction généralisée si l'Etat n'entrave pas la circulation des travailleurs et des capitaux.

Point de vue de Say critiqué par Malthus et Keynes (voir plus loin) : dans le système de Say, la monnaie ne sert que d'intermédiaire ; elle n'est pas désirée en tant que telle et n'est pas thésaurisée.

C PESSIMISME À PLUS LONG TERME : L'ÉCONOMIE STATIONNAIRE DE RICARDO.

La répartition des revenus chez les classiques : la valeur de la production donne lieu au versement de rentes foncières qui vont aux propriétaires fonciers, de profits qui vont aux entrepreneurs et de salaires qui vont aux travailleurs.

Ces différents revenus sont complémentaires si bien que si la part des rentes, par ex, augmente, la valeur de la production restant constante, la part des revenus des 2 autres groupes sociaux va baisser.

Or, avec la hausse de la population que l'on peut observer, nécessité de mettre en culture nouvelles terres pour produire aliments (céréales notamment) ce qui entraîne une augmentation de la rente des propriétaires fonciers et donc des prix des produits agricoles. Cette dernière hausse entraîne une hausse nécessaire des salaires puisque les produits agricoles sont la consommation principale des travailleurs et les deux hausses se traduisent par la baisse des profits. Les entrepreneurs ne seront plus incités à investir et risquent donc d'une situation où il n'y a plus de croissance : état stationnaire. Une des solutions envisagées par Ricardo : laisser entrer librement de l'étranger les produits agricoles quand ils sont moins chers qu'en Grande Bretagne (défense du libre échange).



CHAP III LES AUTEURS NÉO-CLASSIQUES.

I. Les auteurs et les différences d'avec les classiques.

A. LES AUTEURS. (Voir doc distribué). Cette économie est aujourd'hui l'économie dominante avec différentes écoles.

B. LES DIFFÉRENCES D'AVEC LES CLASSIQUES.

1. Le rejet de la valeur travail (voir doc) des classiques et l'adoption d'une définition subjective de la valeur fondée sur l'utilité de la marchandise et plus précisément de l'utilité de la dernière unité consommée (utilité marginale). L'utilité diminue au fur et à mesure qu'augmente la consommation de la marchandise : principe de l'utilité marginale décroissante du consommateur.

2. Alors que les classiques s'interrogeaient sur les conditions de la croissance, les néoclassiques s'intéressent aux conditions de l'équilibre général, c'est à dire à la situation dans laquelle l'offre est égale à la demande sur tous les marchés, où il n'y a pas de surproduction et donc pas de chômage. Quand l'équilibre général est réalisé, il n'y a pas de gaspillage des ressources, la situation est la plus favorable à la fois pour les consommateurs et les producteurs et elle est également socialement la plus juste (voir doc). A. Smith, en revanche, reconnaissait que l'économie qu'il décrivait n'était pas juste socialement mais efficace.

II Les agents économiques se comportant rationnellement, il est possible d'atteindre un équilibre général à condition que soient remplies un certain nombre de conditions.

A. LE COMPORTEMENT RATIONNEL DES AGENTS ÉCONOMIQUES.

1. Les ménages.

*Ils consomment et, pour cela, comparent l'utilité des différents produits entre eux et finissent par sélectionner un ensemble de produits à consommer, cet ensemble leur procurant la satisfaction la plus grande possible compte tenu du prix qu'il faut payer et du revenu dont ils disposent.

Pour chaque produit, il est possible d'établir une courbe de la demande qui est décroissante avec le prix en additionnant les demandes individuelles, ce qui n'est possible que si les demandes des individus indépendantes entre elles.

*Ils vendent leur travail aux entrepreneurs et tiennent compte dans leurs calculs de l'avantage que représente pour eux le fait de toucher un salaire en travaillant et l'inconvénient découlant de la privation de temps libre. L'offre de travail de ces travailleurs dépend du salaire et augmente au fur et à mesure que progresse le salaire. On a donc une courbe d'offre de travail croissante avec le salaire (ou prix du travail).

2. Les entrepreneurs.

Ceux-ci cherchent à maximiser la production de la marchandise qu'ils fabriquent en minimisant les frais qui accompagnent la production, c'est à dire les coûts de production ou prix des facteurs de production (salaire pour le travail, intérêts pour le capital).

L'entrepreneur achète donc le travail et il en résulte une courbe de demande de travail qui est décroissante en fonction du prix. Cette demande va rencontrer l'offre de travail sur le marché du travail sur lequel va s'établir un prix d'équilibre ou salaire d'équilibre.

Pour chaque produit, il y a donc une offre qui rencontre une demande et il en résulte un prix d'équilibre. Pour chaque facteur de production, le travail et le capital dont il faut disposer pour investir, il existe un marché avec une offre et une demande et un prix d'équilibre (salaire pour le travail, intérêt pour le capital).

B. L'EXISTENCE D'UN ÉQUILIBRE GÉNÉRAL SOUS CONDITIONS.(WALRAS)

Tous les marchés sont dépendants les uns des autres puisque les produits sont fabriqués avec du capital, du travail et des matières premières etc..., que le salaire est le revenu des consommateurs et influe donc sur la demande de produits.

Il faut donc rechercher à quelles conditions il peut exister un équilibre simultané sur ces différents marchés. La démonstration en a été faite en 1954 par ARROW et DEBREU qui ont montré qu'il ne pouvait y avoir équilibre général (équilibre sur tous les marchés en même temps) que si étaient respectées les conditions de la concurrence pure et parfaite.

Celles-ci sont au nombre de 5 :

- Homogénéité des produits.
- Transparence et information.
- Pas de barrières aux déplacements des facteurs de production qui doivent pouvoir se déplacer vers les emplois les + rémunérateurs.
- Atomicité. Aucune entreprise ne doit être en mesure d'imposer un prix. Cela suppose qu'entreprises de petite dimension
- Aucun obstacle ne doit être mis à l'entrée d'une entreprise dans une branche de production.

Cet équilibre général est atteint grâce à la loi de l'offre et de la demande, grâce donc aux variations de prix, (ces derniers étant des indicateurs fondamentaux qui guident les comportements des agents éco) et à des tâtonnements successifs.

La concurrence pure et parfaite et l'équilibre général permettent la construction d'un modèle qui se donne comme objectif de montrer mathématiquement que la liberté totale des échanges, ce que l'on appelle l'économie de marché, permet la meilleure allocation des ressources. Or les mathématiciens ont montré que cet équilibre est instable. Ceci est dû en partie au fait que les décisions des agents économiques ne sont pas indépendantes les unes des autres.

C. QUAND L'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL EST ATTEINT, LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ASSURE UNE AFFECTATION DES RESSOURCES ENTRE INDIVIDUS QUI EST OPTIMALE AU SENS DE PARETO.

Une situation est optimale (voir doc), pour une répartition des richesses entre individus donnée, s'il n'est pas possible d'améliorer la situation d'un individu sans détériorer celle d'au moins un autre.

Les appréciations sur la répartition inégalitaire des ressources (ou inégalité dans les dotations initiales) ne relèvent pas, pour les néoclassiques, de la science économique pure qui ne doit déterminer que les situations éco efficaces et les moyens d'y parvenir.

Walras estimait qu'il fallait développer la question des lois justes de la répartition dans une autre branche de l'économie qu'il appelait économie sociale.

III . Etant donné que l'équilibre général est instable, que le modèle ainsi construit ne permet donc pas la meilleure allocation des ressources, les économistes se sont efforcés de mieux connaître les raisons pour lesquels laisser le marché fonctionner librement n'est pas forcément la meilleure des solutions (voir doc sur imperfections du marché) et d'examiner ce qui se passe **lorsque sont desserrées les conditions de la concurrence pure et parfaite et qu'est atténuée l'hypothèse de la rationalité généralisée des agents économiques.**

A On considère que la CONCURRENCE PEUT ÊTRE IMPARFAITE et que les entreprises peuvent imposer leur prix : théories de la concurrence imparfaite.

B. On peut aussi ne s'intéresser qu'aux conditions d'équilibre sur UN SEUL MARCHÉ et c'est ce que fera A. Marshall, prof de Keynes.

C. (VOIR DOC SUR LES IMPERFECTIONS DU MARCHÉ)

D'autres économistes ont travaillé sur les raisons pour lesquelles le marché ne peut pas fonctionner correctement et pour lesquelles une solution coopérative est préférable pour le bien être collectif (ex pour les biens collectifs) à la solution individuelle si les agents économiques estiment qu'il n'est pas rationnel de leur part de coopérer. Tout le monde sait qu'un mieux être collectif peut venir de la production d'un bien collectif, de la réduction d'une nuisance, de la mise en place d'une réglementation et cependant on peut ne rien faire puisque chacun attend que l'équipement collectif dont il peut profiter gratuitement soit financé par d'autres.

Cette situation a été théorisée par Nash (1950) qui étudie les situations d'interaction stratégique entre les agents dans le cadre de la théorie des jeux. Ceci vient de ce que les agents économiques ne coopèrent pas parce que prendre seuls la décision de d'informer, de négocier et de coopérer peut entraîner des coûts pour les agents économiques (Coase. 1960).

Dans les cas, où la solution coopérative est préférable à la solution individuelle, les individus peuvent se donner des institutions qui produisent des biens publics, qui adoptent des réglementations que le libre-échange ne peut assurer.

Il est donc faux de dire que tous les néoclassiques sont hostiles à l'intervention de l'Etat. Les auteurs les plus libéraux sont Friedman, Hayek et Lucas. Celui-ci fait l'hypothèse que même dans leurs prévisions, les agents économiques sont parfaitement rationnels car ils connaissent les mécanismes économiques et disposent de toutes les informations nécessaires (anticipations rationnelles). En conséquence, il considère toute intervention de l'Etat pour lutter contre le chômage, par ex, comme totalement inefficace.

D. D'autres travaillent sur les SITUATIONS D'ASYMÉTRIE DE L'INFORMATION (un intervenant sur le marché a une meilleure information que les autres) et sont parfois considérés comme des néo-keynésiens. C'est le cas de Stiglitz et Akerlof, nouveaux prix Nobel de l'économie (Alter éco. Nov 2001)

E. D'AUTRES ENCORE TRAVAILLENT sur les théories de l'entreprise, CELLE-CI N'ÉTANT PLUS CONSIDÉRÉE SIMPLEMENT COMME UNE SORTE D'APPAREIL PRENANT DES DÉCISIONS RATIONNELLES (VOIR L'ÉCONOMIE REPENSÉE. SCIENCES HUMAINES. PP 55 ET SUIV) MAIS UN ENSEMBLE DONT ON DOIT COMPRENDRE LE FONCTIONNEMENT.



CHAP IV. L'ANALYSE MARXISTE.

Livre I du capital en 1867. Les 2 autres sont publiés après la mort de Marx (1885 et 1894)

INTRO.

A. LES AUTEURS (voir doc distribué).

B. LES LIENS AVEC LES AUTEURS CLASSIQUES ET LEUR DÉPASSEMENT :

La valeur travail et dépassement par Marx qui va introduire notion de force de travail.

La place donnée à la croissance mais celle-ci est contradictoire pour Marx.

L'importance de l'analyse de la répartition du revenu ou du produit entre les groupes sociaux
ms Marx insiste sur l'exploitation.

Différences fondamentales avec classiques : pour Marx, l'analyse du capitalisme (Mode de Production Capitaliste ou MPC) doit être historique et critique et porter sur l'ensemble des conditions matérielles et sociales de la production en tenant compte des forces productives et rapports sociaux de production.

Le MPC comporte 2 rapports sociaux fondamentaux qui sont le rapport marchand et le rapport salarial. Marx commence par analyse du lien marchand et donc de la circulation marchande pour aborder ensuite le MPC.

I La production et la circulation marchandes.

Chacun possède ses outils de production, fabrique en vue de vendre sur le marché une marchandise dont la valeur est M contre de l'argent (A) avec lequel il achète d'autres produits de même valeur (M).

M-----A-----M

A COMMENT EST ASSURÉE LA COORDINATION DES ACTIVITÉS DES DIFFÉRENTS INDIVIDUS ?

Par le marché qui sanctionne l'utilité du travail dépensé dans la production des marchandises. Si la production n'est pas utile, le produit n'est pas vendu.

B LE CARACTÈRE DOUBLE DU TRAVAIL ET DE LA VALEUR.

A un travail concret précis (celui du menuisier, par ex) correspond un produit (table) qui a une valeur d'usage :VU, pour celui qui l'achète. Mais si les produits peuvent être échangés, c'est qu'il ont quelque chose de commun, une dépense de travail abstrait, qui leur donne leur valeur d'échange, VE. Celle-ci se mesure par le nombre d'heures de travail socialement nécessaires pour fabriquer le produit, le travail qualifié ou complexe pouvant être considéré comme un multiple du travail simple ou non qualifié.

C. Derrière le rapport entre les choses se trouve un rapport social entre les individus qui les produisent. Marx parle DU FÉTICHISME de la MARCHANDISE.

II . La production capitaliste.

A La circulation capitaliste : A---(Mp + F de W)----M----A'

Elle débute par le capital A qui a été accumulé auparavant et qui est détenu par le capitaliste. Celui-ci achète des machines et des matières premières (Mp) sur lesquelles il va faire travailler les salariés dont il achète la force de travail (F de W). Sans ces machines, les travailleurs salariés qui n'ont pas de moyens de production ne pourraient pas travailler. Mp et F de W ont la même valeur d'échange que A. Les ouvriers, en utilisant les machines, produisent une marchandise dont la valeur est M. Cette marchandise est vendue sur le marché contre de l'argent A' qui a la même valeur que M.

Le « mystère » de la production capitaliste c'est que A' représente une valeur qui est supérieure à celle que le capitaliste a mise au départ dans l'achat de Mp et de F de W, c.a.d A. La différence de valeur entre A' et A est égale à la plus value.

B LA FORCE DE TRAVAIL ET LA PLUS VALUE : les 2 aspects de la force de travail, sa valeur d'usage et sa valeur d'échange. La valeur d'échange de la force de travail se mesure comme la VE de toute autre marchandise : valeur des biens et services socialement nécessaires pour produire et reproduire la force de travail. Cette valeur évolue historiquement et dépend de chaque société. La valeur d'usage de la force de travail est spécifique car elle permet à celui qui l'achète, le capitaliste, d'obtenir, en l'utilisant, une valeur supérieure à celle que lui coûte l'achat de la force de travail. C'est la plus value (pl). (voir doc). En effet, le capitaliste peut utiliser la force de travail, 12 h par ex dans la journée, alors que la valeur de cette force n'est égale qu'à 6 h. La différence est de 6 heures de surtravail produisant de la plus-value qui appartient au capitaliste. Le taux de plus-value est alors égal à (pl/valeur de la force de travail)x100, soit ici

$(6/6) \times 100$, c.a.d 100%. Il peut être augmenté en allongeant la durée de la journée de travail (plus-value absolue) mais limites physiologiques et en augmentant le rendement du travailleur ou productivité du travail (plus-value relative).

C LA VALEUR D'UNE MARCHANDISE : $c + v + pl$

La valeur d'une marchandise est égale à la somme de 3 éléments :

la valeur des machines et des matières premières utilisées par le travailleur et que son travail permet d'incorporer à la marchandise. Il s'agit de c , capital constant ou encore résultat d'un travail antérieur ou travail mort.

La valeur de la force de travail nécessaire pour produire la marchandise que Marx appelle capital variable, v : les travailleurs sont payés par le capitaliste (donc capital) et variable parce que la force de travail crée plus de valeur qu'elle n'en contient.

pl est la plus value qui, bien que produite par les travailleurs revient au propriétaire du capital.

III Les contradictions de la production capitaliste.

A LE TAUX DE PROFIT MOYEN.

Comme les classiques, Marx considère qu'il y a une péréquation (égalisation) du taux de profit entre les différentes branches de l'économie puisque les capitalistes qui ont des taux de profit bas déplacent leurs capitaux vers celles où les taux sont plus élevés à condition bien sûr que mobilité des capitaux et des travailleurs. Le Taux de profit moyen dans une société est le rapport du Total des plusvalues sur le total des capitaux constants et variables multiplié par 100, soit $\text{Taux de profit moyen} = (PL/C+V) \times 100$.

B LA BAISSÉ TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT.

La concurrence entre capitalistes les pousse à augmenter les rendements des travailleurs et donc leur productivité. Cela ne peut se faire sans des investissements en machines donc sans une hausse de capital constant ou mécanisation. Celle-ci entraîne une augmentation moins rapide du nombre de travailleurs, donc de V , que des machines qu'ils sont appelés à utiliser, donc C . Le rapport (Capital/Valeur de la force de travail) augmente.

Comme $\text{Taux de profit} = (PL/C+V) \times 100 = ((PL/V) / (C/V+1)) \times 100$ (si on divise par V) et que C/V augmente, le Taux de profit moyen baisse. Ainsi chaque capitaliste, en essayant d'augmenter son profit, tend à faire baisser le Taux de profit moyen.

Cette baisse est une tendance contre laquelle s'exercent de nombreuses forces ; pour qu'il y ait crise dite de suraccumulation, il faut que le taux de profit soit considéré comme tellement bas que les capitalistes ne soient plus incités à produire. Cela ne suffit pas à faire s'effondrer le Mode de Production Capitaliste, il faut, de plus, que le prolétariat renverse le pouvoir de la bourgeoisie.

C LES CONTRADICTIONS qui peuvent exister entre le secteur 1 de l'économie (secteur des biens d'équipement ou machines achetés avec Plusvalue épargnée entre les mains des capitalistes qui permet d'investir) et le secteur 2 (biens de consommation achetés par les capitalistes avec plus value non épargnée mais surtout par travailleurs avec leur salaires). Le secteur 1 tend à se développer davantage que le secteur 2 à cause de la recherche de profits (voir B) alors que comme salaires faibles et que Capital constant augmente plus vite que Valeur de la force de travail, faible progression de la consommation des ouvriers (Marx parle de paupérisation et de sous-consommation ouvrière) et cela conduit à crises périodiques de surproduction de 1.

CHAP V. LA PENSÉE ÉCONOMIQUE DE KEYNES.

INTRO

A. LE CONTEXTE HISTORIQUE DS LEQUEL ÉCRIT K

- Le chômage en Angleterre et les années 20 : chômage semble permanent en Grande Bretagne après la guerre. Pour économistes néoclassiques, il devrait être automatiquement corrigé avec baisse du salaire réel (salaire nominal tel qu'il figure sur la feuille de paie dont il faut déduire la hausse des prix), prix du travail, puisque le chômage correspond à un excès d'offre de travail (venue des travailleurs) par rapport à la demande de travail des employeurs ; comme $O > D$, le retour à l'équilibre $O = D$ se fait par baisse du prix, donc baisse du salaire réel (en enlevant donc le mouvement des prix car, pour néoclassiques comme pour Say, économie doit être étudiée sans tenir compte des prix puisque la monnaie n'est qu'un voile).

Si le salaire réel ne baisse pas, c'est qu'il y a des rigidités à la baisse du salaire réel (refus des syndicats d'accepter baisse des salaires et existence d'allocations de chômage qui permettent aux travailleurs de rester sans travailler plutôt que d'accepter de travailler à un salaire plus faible) contre lesquelles il faut lutter. Il faut donc libérer le marché du travail et ainsi laisser les salaires réels baisser.

Pour Keynes, mauvaise solution car baisse des salaires entraîne baisse de la production, baisse des profits et moindre incitation à investir pour les entrepreneurs donc moins de production etc...

La Révolution russe et la nécessité, si le capitalisme veut survivre, d'avoir à la fois du libéralisme politique et de la justice sociale. Celle-ci, pour Keynes, ne peut être obtenue en laissant simplement fonctionner le marché ; il faut faire intervenir l'Etat.

B OUVRAGES DE KEYNES ET LES AUTEURS QUI SUIVENT KEYNES. (voir doc distribué)

Traité sur la monnaie en 1930 et Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie en 1936.

I La méthode.

A LA MACROÉCONOMIE mais comprise d'une manière souple. Keynes reprend certains éléments des auteurs classiques et des auteurs néoclassiques qu'il regroupe sous le nom de classiques.

- Des classiques, la notion de circuit même si intérêt ne se porte pas sur la même chose. Pour classiques, on part de l'épargne, S, qui permet l'investissement, la production ; celle-ci permet la répartition du revenu qui permet aux différents acteurs économiques de faire des dépenses de consommation et d'épargner. Le schéma est ici S-I-P-R-(C+S)

Pour Keynes, il ne faut pas commencer le raisonnement par S et la Production mais par Dépenses dans lesquelles il met l'Investissement. Raisonnement par la demande. Demande = (I+C), Le schéma est alors Demande-P-R—(C+S), (l'épargne est le résultat de l'Investissement).

En revanche, contrairement aux classiques, pas de prise en compte par Keynes de l'existence des groupes sociaux ni de leurs conflits pour la répartition des revenus.

Des Néoclassiques, il reprend certains comportements individuels, ex l'investisseur cherche à être rationnel mais n'y parvient pas.

Keynes s'intéresse à l'Investissement global qui n'est pas, contrairement à néoclassique, obtenu en faisant la somme des investissements individuels. Investissement dépend des anticipations (prévisions des investisseurs et du taux d'intérêt (voir plus loin). C'est la raison pour laquelle on parle de macro-économie opposée à micro-économie des néoclassiques.

B Le rôle de l'incertitude chez Keynes .

Face à l'avenir qui est incertain, les entrepreneurs font des prévisions sans qu'il y ait garantie qu'elles se réalisent. Face à cette incertitude, individus ont besoin de conventions (normes, règles) qui ne peuvent être que le résultat de l'intervention d'un tiers, en l'occurrence l'Etat.

C ECONOMIE MONÉTAIRE : Keynes refuse l'analyse dichotomique et la neutralité de la monnaie de Say et des néoclassiques. Dans une économie où règne l'incertitude, la monnaie permet d'attendre et de voir venir. Il peut y avoir une préférence pour la monnaie parce qu'elle a comme vertu de se transformer immédiatement en biens immobiliers ou en capitaux si cela est nécessaire. La monnaie est demandée non seulement pour assurer des transactions et par précaution ; elle permet aussi de spéculer et la spéculation dépend des anticipations sur le taux d'intérêt. Elle peut donc servir à conserver l'épargne, à la thésauriser en attendant de lui donner une utilisation. Pour Keynes, l'épargne ne se transforme pas automatiquement en Investissement.

Comme le taux d'intérêt dépend de la demande de monnaie et de son offre, et que, pour Keynes, l'investissement dépend du taux d'intérêt et du taux de profit, la monnaie agit directement sur l'économie.

II La critique des moyens proposés par les auteurs classiques pour lutter contre le chômage.

A LUTTE PAR LES AUTORITÉS ANGLAISES de la hausse des prix qui se produit après la 1^{ère} guerre mondiale. Il s'agit, en suivant les néo-classiques, de lutter contre l'inflation en prenant des mesures pour faire baisser les coûts de production et notamment les salaires réels (voir plus haut). Cette baisse des prix se produit mais s'accompagne de chômage qui dure. Pour les classiques, ce chômage qui correspond à un excès de la population active par rapport à la demande de travail des entrepreneurs ne s'explique que par prix du travail ou salaire réel encore trop élevé. Il est trop élevé parce que le marché ne fonctionne pas correctement. Le chômage est volontaire.

B POUR KEYNES, C'EST LA BAISSSE DES SALAIRES ET DES PRIX QUI N'INCITE PAS LES TRAVAILLEURS À CONSOMMER NI LES ENTREPRENEURS À INVESTIR.

Le chômage est donc involontaire.

Il préconise, à la demande du Parti libéral anglais dont il est membre, que le gouvernement mène une politique de grands travaux financée par la création de monnaie. Il va dès lors s'efforcer de montrer que cela peut être possible et efficace et de répondre aux critiques des auteurs classiques pour lesquels un investissement ne peut être financé que par de l'épargne constituée préalablement ; si l'investissement est financé par création monétaire, hausse des prix selon eux.

III Le raisonnement de Keynes.

A L'ÉPARGNE DÉPEND DU REVENU GLOBAL, R, car en effet, elle est la partie du Revenu non consommée. $Épargne(S) = \text{Revenu}(R) - \text{Consommation}(C)$.

Or C dépend du revenu par la fonction de consommation que Keynes considère comme une loi psychologique fondamentale : Au fur et à mesure que le Revenu augmente, toute augmentation supplémentaire du revenu se traduit par une augmentation plus petite de la consommation car les agents économiques vont avoir tendance à augmenter leur épargne. La propension marginale à consommer que l'on désigne par c, rapport entre hausse de la consommation et hausse du revenu, est inférieure à 1 et va en diminuant quand le revenu augmente. L'épargne qui est égale à la différence entre R et C dépend, comme C, de R et de c. La propension marginale à épargner qui est le complément de c par rapport à 1 est $s = (1-c)$.

B LE REVENU LUI MÊME EST DISTRIBUÉ AU MOMENT DE LA PRODUCTION ET IL DÉPEND DU VOLUME DE L'EMPLOI À COURT TERME si l'on suppose que, sur le court terme, sont fixées les conditions de production (techniques, coûts de production). Ce revenu est constitué des coûts de production et du profit des entreprises et il s'agit du revenu net.

C L'EMPLOI EST DÉTERMINÉ PAR LES ANTICIPATIONS DES ENTREPRENEURS CONCERNANT LA CONSOMMATION DES MÉNAGES ET L'AUGMENTATION DE L'INVESTISSEMENT.

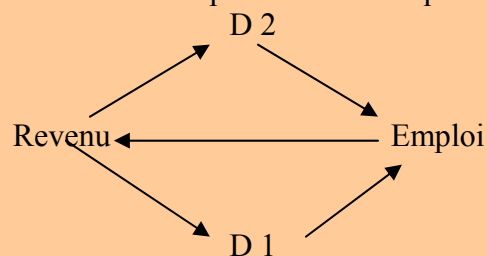
La consommation et la hausse de l'investissement tels qu'ils sont prévus par les entrepreneurs constituent la demande effective qui est donc la demande attendue.

Le raisonnement, si l'on reste dans le cadre de l'année, est donc le suivant : les anticipations sur l'Investissement et sur la Consommation déterminent le niveau de l'emploi (E) qui détermine à son tour le revenu (R)

Les anticipations sur la consommation vont dépendre du revenu obtenu et de la propension marginale à consommer, c, qui reste constante sur le court terme.

Les anticipations sur Investissement dépendent du niveau du Revenu obtenu, du taux d'intérêt et du taux de profit que les entrepreneurs attendent de leur Investissement (Keynes l'appelle efficacité marginale du capital). Pour qu'un investissement soit entrepris et soit rentable, il faut que le taux de profit attendu soit supérieur au taux d'intérêt auquel les entrepreneurs empruntent l'argent pour investir.

(d'après F. POULON. La pensée économique de Keynes.)



1. On part de D2, c'est à dire des anticipations d'Investissement qui dépendent du revenu passé R (coûts de production et profit), de la comparaison du taux d'intérêt auquel il est nécessaire d'emprunter les capitaux pour investir avec le taux de profit attendu (efficacité marginale du capital).

2. D_1 représente le niveau de la consommation attendue et dépend du revenu passé R et de la propension marginale à consommer, c .
 (D_1+D_2) représente la demande effective c'est à dire la demande espérée par les entrepreneurs.
3. L'emploi E dépend des prévisions des entrepreneurs concernant la demande. Si les prévisions sont bonnes, les entrepreneurs embaucheront de la main d'œuvre et donc hausse de l'Emploi. Si les prévisions sont mauvaises, ils n'embaucheront pas ou même diminueront leurs effectifs donc baisse de l'Emploi.
4. Le revenu distribué, R , est égal au montant de la production que permet d'obtenir le nombre de travailleurs correspondant au niveau de l'emploi E en supposant que les conditions techniques et les équipements des entreprises restent les mêmes. C'est ce revenu qui va avoir ensuite une influence sur les prévisions et ainsi la boucle reprend.

Etant donné que l'emploi dépend des prévisions, il n'y a aucune raison pour que tous ceux qui veulent travailler puissent être au travail. Il est donc possible de se trouver en situation de sous-emploi (chômage) et d'y rester quand les prévisions des entrepreneurs sont mauvaises.

D Pour sortir de cette situation, l'Etat doit intervenir.

En augmentant son propre investissement (augmentation de I) et en le finançant grâce à des avances de la Banque centrale qui crée de la monnaie. Entre alors en action le multiplicateur d'investissement : une augmentation de l'investissement de l'Etat permet d'augmenter le nombre de salariés employés pour réaliser cet investissement ; ils vont toucher des revenus dont une partie ($c = (C/ R)$) sera consommée. Pour répondre à cette augmentation de la consommation, si l'on suppose que les frontières du pays sont fermées, les entrepreneurs du pays doivent produire davantage et cela va entraîner des embauches supplémentaires donc une nouvelle hausse des revenus et une nouvelle hausse de la consommation qu'il va falloir satisfaire en augmentant la production et donc l'emploi et ainsi de suite jusqu'à ce que l'effet de cet investissement prenne fin.

Au bout du compte, une augmentation de l'Investissement financé par création monétaire se traduit par une hausse globale du revenu telle que

$R = k.I$ avec k , le multiplicateur égal à $1/(1-c)$ ou encore $1/s$, s étant la propension marginale à épargner.

Grâce à cet Investissement financé par les avances de la Banque de France, le revenu augmente et ce revenu permet la formation d'une épargne, S , dont le montant final est égal à l'Investissement réalisé par l'Etat.

En effet, l'augmentation de l'épargne, S , sur l'ensemble de la période est égale à l'augmentation du revenu moins l'augmentation de la consommation.

Or $C = c.R$, soit $S = R-(c.R) = R(1-c)$.

Comme $R = I/(1-c)$, $S = (I/(1-c)) \times (1-c) = I$. L'épargne, S , est égale à l'investissement, I , et l'avance faite par la Banque de France pourra être couverte par cette épargne et il n'y aura pas hausse des salaires.



CHAP VI. LES INSUFFISANCES D'UNE PENSÉE PUREMENT ÉCONOMIQUE.

Depuis une vingtaine d'années se développent des approches de l'économie qui visent à la faire bénéficier des acquis d'autres sciences telles que la sociologie, la psychologie, l'histoire, l'anthropologie et le droit.

I **Ces approches ne sont pas entièrement nouvelles** puisque dès 19è, Marx s'intéresse à l'histoire et aux changements sociaux puis, par la suite, intérêt de sociologues comme Durkheim, Weber ou encore Veblen pour l'économie.

A DURKHEIM. Critique, dans La division du travail social, de l'approche néoclassique selon laquelle société représentée comme résultat d'échanges négociés entre individus séparés les uns des autres sur le modèle de la coordination réalisée par le marché.

Si tel était le cas, pour Durkheim, perte de temps considérable car individus toujours obligés de négocier pour aboutir à des contrats et temps très long passé à cela qui peut conduire à paralysie du système.

En réalité, échanges ne sont possibles que parce qu'existent des institutions sociales, des règles et des coutumes qui préexistent et qui facilitent les échanges entre individus. L'économie ne peut se passer de l'étude de ces institutions.

B HALBWACHS insiste lui aussi sur les institutions et sur les représentations sociales. IL considère ainsi que les prix ne peuvent être considérés comme le simple résultat de la confrontation de l'O et de la D. Les individus ont des représentations de ce que doit être un prix.

Par ailleurs chaque groupe social a une représentation de sa propre place dans la société en fonction de laquelle il va fixer la composition de sa consommation.

C VEBLEN est qualifié d'institutionnaliste dans la mesure où il met en évidence la nécessité de tenir compte des facteurs sociaux, des routines, des coutumes liés aux modes de vie des groupes sociaux. Analysant les comportements de la classe de loisirs (Théorie de la classe des loisirs), il montre combien elle se livre à consommation ostentatoire tournée vers le prestige et le luxe pour montrer son rang, notamment par recours à des loisirs sur lesquels délégation à femmes. Les agents économiques, contrairement à ce qui est avancé par néoclassiques ne sont pas guidés par le seul intérêt et rationalité .

D KEYNES ET LA PSYCHOLOGIE DES ENTREPRENEURS : appel à la psychosociologie et nécessité, pour réduire incertitude, de recourir à conventions par action de l'Etat.

II **Ces mêmes idées, plus élaborées, se retrouvent aujourd'hui dans des courants de pensée que l'on qualifie de « socio-économie »** ou d'« économie hétérodoxe » sans que l'on puisse parler d'une école cohérente.

Point commun : rejet de la vision désincarnée du marché des néo-classiques.

A L'ÉCOLE DES CONVENTIONS. (voir doc). Se place dans le cadre de l'économie néo-classique mais largement revue puisque idée que coordination marchande insuffisante pour assurer fonctionnement correct de l'économie et nécessité de conventions.

Celles-ci sont des ensembles de règles produites par les interactions entre les agents et qui se présentent aux individus sous une forme objectivée.

Attention particulière aux règles que respectent les agents économiques parce qu'elles facilitent les échanges (intervention de la sociologie) et sur leur mode de construction (intervention de l'histoire). Ex du marché du travail (voir article sur la détermination du niveau des salaires. Alter eco de janvier 2002).

B RECHERCHES SUR LE FONCTIONNEMENT DES ENTREPRISES qui ne sont pas considérées comme de simples agents qui cherchent à maximiser la production. Les entreprises ont une place spécifique dans la mesure où elles assurent une coordination entre les membres de l'entreprise qui n'est pas une coordination marchande. Il faut étudier les entreprises comme unités de décision (Coase et Williamson). D'autres auteurs montrent que les entreprises ne peuvent pas prendre des décisions rationnelles au sens où l'entendent les premiers néo-classiques mais qu'elles s'efforcent simplement de prendre la décision la plus satisfaisante puisque ses informations sont limitées et difficultés à prévoir l'avenir. Travaux de Simon et March (entretien avec March ds SH de janvier 2002).

C Ces travaux sont repris dans ce qui est appelé aujourd'hui la NOUVELLE MICROÉCONOMIE qui fait aussi appel à la THÉORIE DES JEUX. Celle-ci se donne comme objectif de montrer comment se comportent des individus dont les décisions sont interdépendantes soit dans les cas de coopération soit dans les cas d'hostilité. L'idée est ici la même : les agents ont besoin de s'appuyer sur un certain nombre de règles qui découlent du passé (coutumes, lois) mais qui sont aussi créées par les agents quand ils établissent des contrats.

D MARC GRANOVETTER pour lequel « l'action économique est modelée et contrainte par la structure des relations sociales dans lesquelles tout acteur économique réel est inscrit. » Ex de la recherche d'un emploi dont réussite conditionnée par relations sociales : très avantageux de recourir à carnet d'adresses et marché du travail ne peut donc pas être étudié comme simple lieu où se rencontrent offre et demande de travail.

III Nombreux économistes s'intéressent à la notion de justice en économie de marché et remettent en cause l'optimum de Pareto.

Alors que pour néoclassiques, la vertu n'entre en aucun cas en considération dans les calculs des agents, Hirschman et Sen estiment qu'au contraire elle doit être prise en compte car qualités telles que loyauté, confiance, estime réciproque et sens du devoir sont importantes dans les échanges.

Sen estime qu'une société qui repose sur des comportements désintéressés peut être plus efficace. Ex du cas de la croissance japonaise où fort sentiment du devoir et nécessité de la loyauté envers ses pairs. Ex de l'employeur qui montre de l'estime pour ses salariés et qui peut ainsi obtenir d'eux de meilleurs résultats. Cela ne veut pas dire que rejet des actions intéressées qui jouent toujours un rôle fondamental.

Par la suite, il montre que l'optimum de Pareto qui est obtenu lorsque plus personne ne peut améliorer sa position sans qu'un autre y perde s'établit sans qu'il y ait changement des dotations initiales de richesses, ce qui veut dire que celui qui est pauvre le reste. Or la collectivité a des responsabilités à l'égard de chaque individu au nom de la liberté. En effet, il ne suffit pas de proclamer que les hommes sont libres, encore faut-il leur donner les moyens de la liberté. Or liberté de vivre longtemps, par ex, peut être proclamée mais certains (les

pauvres) n'en ont pas les moyens et, dans ce cas, pour garantir cette liberté, l'Etat doit intervenir.

Considérer que optimum est obtenu grâce à la recherche par chacun de son intérêt maximal peut être très injuste : en effet, pauvres, habitués à vivre difficilement et ayant peu d'espoirs de se sortir de cette situation, risquent de n'avoir que des désirs limités et de ne pas pouvoir s'exprimer. Leur calculs rationnels se feront à partir d'intérêts personnels et de désirs beaucoup moins importants que ceux des plus riches.

IV L'école de la régulation.

A LES PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Rejet de l'indépendance de l'économie par rapport au social et nécessité de recourir à l'histoire pour comprendre comment se coordonnent, se régulent, à différentes périodes de l'histoire, les activités des individus.

Cette coordination n'est assurée entièrement ni par le marché ni par l'Etat. Les rapports sociaux (entre propriétaires des moyens de production et salariés) jouent un rôle important et il faut étudier leur genèse, leur développement et les formes qu'ils prennent. Les rapports sociaux permettent d'établir un certain nombre de règles qui ne sont pas éternelles ; elles assurent une certaine stabilité dans les échanges mais, en même temps, elles peuvent donner lieu à des conflits. Les relations sociales sont au cœur de la régulation qui est marquée par la possibilité de crise et, dans ce cas, les règles établies sont des facteurs de blocage. La crise permet alors de passer à de nouvelles formes de régulation.

Chaque pays nécessite une approche spécifique qui tienne compte de son histoire, de son organisation sociale et de son mode de régulation

Chaque type de régulation s'accompagne, en règle générale, d'un type d'accumulation du capital qui peut consister soit en une utilisation croissante des matières premières, travailleurs et machines et on parle alors de croissance ou d'accumulation extensive, soit à un recours important aux gains de productivité et on parle alors de croissance intensive.

B AU COURS DE L'HISTOIRE, DEPUIS LE 19^{ème} 2 TYPES DE RÉGULATION SE SONT SUCCÉDÉS.

La régulation concurrentielle et l'accumulation extensive.

Place très importante aux mécanismes du marché. Faible organisation des salariés et des patrons. Faible augmentation des salaires et forte concurrence entre entreprises. Faible intervention de l'Etat. Dans ce mode, la crise se traduit par baisse de la production, des prix et des salaires. Ce type de régulation se serait maintenu jusque vers 1929, crise qui marque passage de ce type de régulation à un autre que l'on qualifie de monopoliste.

Régulation monopoliste et accumulation intensive.

Progressivement, organisation des patrons et salariés et moindre concurrence entre entreprises. Plus grande difficulté à faire baisser salaires. Etat appelé à intervenir de manière croissante dans l'économie pour inciter à la définition de nouveaux rapports sociaux salariés-employeurs. Salaires dépendent davantage des rendements et des négociations collectives. L'Etat participe à la formation des revenus par transferts sociaux. Crises moins violentes dans la mesure où consommation soutenue à la fois par salaires et prestations sociales. Par ailleurs, diffusion de normes de consommation de masse.

Ce mode de régulation se caractérise par modèle de croissance qualifié de fordiste. Il engendre un cercle vertueux (voir représentation).

Changements à la fin des années 60 :
Épuisement des gains de productivité.
Modification dans le partage salaires-profits.
Épuisement de la norme de consommation.

Aujourd'hui, nouveau régime de croissance avec changement technologique et libéralisation financière avec instabilité propre à la finance. Déficit de régulation au niveau mondial.

